

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Processus électoraux : Les suggestions des acteurs non institutionnels

AU terme de l'atelier de formation récemment organisé à Libreville, à leur intention par le Centre européen d'appui électoral, les partis politiques et la société civile ont formulé un certain nombre de recommandations en vue de l'amélioration de l'organisation des élections dans notre pays.

MAM
Libreville/Gabon

DEBUTE le 25 octobre dernier, l'atelier de formation initié par le Centre européen d'appui électoral (ECES) à l'intention des acteurs non-institutionnels sur le processus électoral a derièrement pris fin. De ces assises, il ressort que le grand nombre de partis politiques existant au Gabon serait "nocif" pour la bonne marche de la démocratie. Ce d'autant que nombreux d'entre eux connaissent des difficultés dans leur fonctionnement, faute d'une réelle structuration. Aussi, la subvention allouée par l'Etat ne couvre pas tous les partis politiques. Tout comme, à en croire certains responsables de ces chapelles, des soutiens de l'étranger leur sont interdits.

C'est fort de cela que, au regard du thème développé par l'ECES, les acteurs non institutionnels ont formulé un certain nombre de recommandations dans le but d'améliorer le processus électoral au Gabon. A ce titre, ils ont proposé, entre autres, la révision du mode de gestion de façon à privilégier la notion d'indépendance de l'organe des élections ; la réglementation de la période de pré-campagne ; la levée de certaines interdictions qui empêchent les partis politiques de se déployer " librement" sur le terrain.

A cela s'ajoute, l'intégration des représentants de la société civile dans le Centre gabonais des élections (CGE). Une recommandation fortement soutenue par les participants au regard du rôle de cet organe dans les processus électoraux.

Rappelons par ailleurs que cet atelier de formation intervient après celui organisé à l'intention des acteurs électoraux institutionnels.



Photo : DR

Un des experts du Centre européen d'appui électoral en plein exposé.

Santé : fin de la Task force !

TOUTEFOIS à la clôture hier, Julien Nkoghe Bekale a clairement exprimé son insatisfaction quant à la manière dont la problématique du secteur santé a été abordée. Occasion pour lui de lancer un avertissement aux agents de l'Etat qui exercent dans les structures privées.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LES travaux de la Task force sur la santé se sont achevés, hier, à Libreville, en présence du Premier ministre et de quelques membres de son gouvernement. Au regard des conclusions de ces assises qui ont débuté la semaine dernière, Julien Nkoghe Bekale a dit ne pas être satisfait. Non sans soulever l'importance de ladite rencontre, le chef de l'administration gabonaise a estimé que la problématique du secteur de la santé n'a pas été abordée dans le fond. "Le président veut de bonnes solutions. Vous ne voulez pas creuser l'abcès", a laissé entendre le chef du gouvernement. En outre, il a fustigé l'incohérence entre les sommes allouées au secteur de la santé et les résultats attendus. Pour lui, il existe une incom-



Photo : DR

Le Premier ministre et quelques membres du gouvernement, lors de la lecture du rapport .

Au regard des conclusions de ces assises qui ont débuté la semaine dernière, Julien Nkoghe Bekale a dit ne pas être satisfait.

festement mécontent du rendu des assises de la Task force qui a martelé que "la récréation doit être terminée dans le secteur

patibilité à ce niveau. "Aucune solution n'est proposée" a-t-il déploré, avant de rappeler "qu'il s'agit des choses de notre pays. Le chef de l'Etat vous demande de réfléchir, il faut le faire sérieusement".

En clair, c'est un Premier ministre manifestement mécontent du rendu des assises de la Task force qui a martelé que "la récréation doit être terminée dans le secteur

santé".

Par ailleurs, des mesures "fortes" ont été annoncées sous forme d'avertissement à l'endroit des agents de l'Etat de ce secteur qui officient dans les structures privées.

Rappelons que ces assises voulues par le président de la République ont été lancées jeudi dernier à Libreville. Il était question de réfléchir sur l'amélioration des performances et de la gouvernance du système de santé et de protection sociale au Gabon. Entre autres objectifs visés, la gouvernance des Centres hospitaliers universitaires (CHU) et le renforcement du dispositif de protection sociale.

Miroir du gouvernement Baptême de feu réussi

EN ces temps où tout le monde ou presque trouve à redire sur tout, admettons quand-même que le gouvernement a agi avec célérité, efficacité et transparence dans l'affaire "Sandra Tide". Ce navire battant pavillon libérien qui, le 24 octobre dernier, a accosté en urgence à Port-Gentil, du fait de la situation sanitaire qui regnait à bord. À la suite du décès du capitaine du navire et de son adjoint, d'aucuns ont vite fait de soupçonner, sur la toile, notamment, une fièvre hémorragique à virus Ebola.

En première ligne, le ministre de la Santé, le Dr Max Limoukou, ne s'est pas reposé, comme

l'auraient fait certains, sur ses collaborateurs. De bout en bout, il est monté au front pour rassurer la population en communiquant à chaque fois, au fur et à mesure de l'évolution de cette affaire. Pour un baptême de feu, c'en fut véritablement un. Et pour un "bleu" au gouvernement, avouons qu'il s'en est plutôt bien sorti.

D'autant que le dispositif et mécanismes prévus pour faire face à des fièvres hémorragiques et tout autre type d'épidémies ont, semble-t-il, parfaitement fonctionné. Avec ceci que le Dr Max Limoukou s'est personnellement impliqué

dans la coordination des équipes sanitaires, administratives et militaires déployées sur le terrain. Et qu'à chacune de ses sorties, il aura réussi à désamorcer, avec tact, la fièvre qui s'est emparée des réseaux sociaux. Tout en apportant des informations qui ont permis d'enrayer la psychose qui aurait pu, légitimement, s'emparer des populations.

Toute proportion gardée, tout ceci tend à démontrer que la parole gouvernementale n'est pas autant discréditée que pourraient le penser certains. Et que lorsque celle-ci s'appuie sur des mesures concrètes avec pondération et

modération, elle est de nature à rassurer et à apaiser les gouvernés. Bref, la communication gouvernementale a été au rendez-vous.

Reste que, dans un énième souci de transparence, il faudrait que le ministre de la Santé vienne édifier l'opinion publique nationale sur les causes des décès du capitaine du Sandra Tide et de son adjoint, tous deux de nationalité philippine.

J.KOMBILE.MOUSSAVOU